

Consultation publique de l'Arcep  
sur le projet de décision portant sur la détermination des loyers liés aux  
infrastructures mises à disposition en zone blanche

Réponse de l'Avicca et de la FNCCR  
(23 septembre 2022)

L'Avicca et la FNCCR remercient l'Arcep pour cette consultation, dont l'objet concerne une part importante des territoires qu'elle fédère. Les conseils départementaux notamment, parties-prenantes historiques des dispositifs nationaux visant à étendre la couverture des territoires par les réseaux mobiles, mais également de manière plus récente, les autres niveaux de collectivités territoriales.

Le moment où cette consultation intervient est important également :

- des changements profonds sont intervenus en matière de technologies et dans le secteur des réseaux mobiles depuis le début des années 2000 ;
- la généralisation du recours des opérateurs à des acteurs tiers pour porter financièrement leurs infrastructures d'accueil a considérablement changé la donne en matière de déploiements ;
- en conséquence, de nombreux territoires pionniers réfléchissent actuellement à faire évoluer les conventions qui les lient avec les opérateurs, voire à céder leurs infrastructures.

Dans ce contexte, la question du montant des loyers versés –ou non- aux collectivités propriétaires est primordiale.

La présente consultation porte essentiellement sur les modalités de calcul des coûts et des revenus constatés par les opérateurs dans le cadre de l'exploitation des infrastructures mises à leur disposition par les collectivités territoriales. L'Avicca et la FNCCR n'ayant ni la connaissance des techniques de comptabilité analytique permettant d'évaluer ces postes au plus juste d'une part, ni celle des flux effectivement générés par les réseaux des opérateurs d'autre part, notre contribution s'en tiendra à des considérations de principe plus générales quant à la détermination du montant des loyers.

En premier lieu, l'Avicca et la FNCCR estiment que l'Arcep (et indirectement, les opérateurs) gagneraient en transparence en publiant les informations recueillies pour calculer le montant des loyers des infrastructures mises à disposition en zone blanche. Si leur activité

courante relève bien du secret des affaires, la fourniture de services via des infrastructures financées par la collectivité devrait en revanche être rendue publique, afin que chacun puisse évaluer les efforts consentis ainsi que les bénéfices retirés par les parties prenantes. À ce sujet, il est regrettable que les gains « indirects » obtenus par les opérateurs ne soient pas du tout valorisés pour déterminer le montant des loyers. Les investissements conséquents que les collectivités ont consentis pour mettre à disposition ces points hauts ont en effet permis aux opérateurs d'apporter localement leurs services ; mais cela leur a également permis de satisfaire aux obligations de couverture globale issues des différentes autorisations d'utilisation de fréquence qu'ils ont souscrites. Autant de résultats qu'ils ne manquent pas de mettre en avant dans leurs campagnes de publicité et autres argumentaires commerciaux, alors que les territoires concernés n'en tirent jusqu'à présent (et pour combien de temps encore ?) aucune retombée financière.

Ensuite, l'Avicca et la FNCCR déplorent que le mode de calcul défini initialement soit repris ici sur le même principe de globalisation au niveau national. Cette option pénalise en effet les territoires qui ont pu bénéficier d'une densification de population et/ou de flux saisonniers liés à l'activité touristique,... et qui n'ont pu tirer profit de l'augmentation des flux de communications correspondants, du fait de cette agrégation des coûts. Certains sites équipés en zone blanche présentent toutes les caractéristiques d'une exploitation rentable localement, mais là encore le manque de transparence sur les indicateurs correspondants empêche toute possibilité de confirmer ces estimations.

En outre, l'Avicca et la FNCCR s'interrogent sur les conséquences de cette globalisation des coûts au regard du régime d'aide d'État : le financement par une collectivité de la construction de pylônes sur son territoire ne risque-t-il pas d'être requalifié, dans l'hypothèse où un (voire plusieurs) pylône(s) serai(en)t rentable(s) sur ce même territoire, alors que l'opérateur ne verse qu'un euro symbolique de loyer à la collectivité ?

Enfin, la perspective de décommissionnement à terme des réseaux 2G/3G devrait alléger considérablement les charges d'exploitation et de maintenance qui pèsent sur les opérateurs, dont les efforts seront concentrés sur les deux générations technologiques mobiles les plus récentes. Là encore, il serait intéressant d'apprécier la portée des économies réalisées, et d'anticiper leur impact sur le calcul de rentabilité des sites concernés. Autant d'éléments susceptibles d'éclairer les collectivités propriétaires dans leurs choix de stratégie patrimoniale.